



22e AZK : « Le double visage de la protection de l'enfance » par le Dr Andrea Christidis



En tant que psychologue, le Dr Andrea Christidis aborde dans son exposé lors de la 22e AZK le thème du trafic d'enfants et des placements en famille d'accueil. Dans le cadre de ses fonctions d'experte indépendante, elle a déjà examiné plus de 1 000 cas familiaux afin de déterminer si les placements en famille d'accueil par les services sociaux étaient justifiés. Au cours de ce travail, elle a découvert des expertises de complaisance, des falsifications de signatures, des abus de données, des diagnostics erronés, de la corruption étatique, des falsifications de procès-verbaux, des diffamations et des allégations mensongères. Elle a ainsi également découvert des cas de violence rituelle satanique. Elle déclare : « La protection de l'enfance ne doit pas servir de prétexte à la dissimulation. [...] L'élucidation commence là où le silence est imposé. »

Le Dr Andrea Christidis est une militante pour la vérité et la justice – pour les enfants et les parents.

Elle est psychologue clinicienne, pédagogue, neurophysiologue, criminologue et légiste, ainsi que thérapeute comportementale.

En tant qu'experte indépendante, elle a déjà examiné plus de 1 000 cas familiaux afin de déterminer si les placements par les services sociaux étaient justifiés. Ce faisant, elle a découvert des expertises de complaisance, des falsifications de signatures, des abus de données, des diagnostics erronés, de la corruption étatique, des falsifications de procès-verbaux, des diffamations et des allégations mensongères. Elle a également découvert des cas de violence rituelle satanique. En raison de son grand engagement, dès le début elle a été confrontée à de nombreuses résistances. On a par exemple tenté de lui retirer ses titres professionnels. Plus de 80 plaintes pénales ont été déposées contre elle, mais toutes ont pu être invalidées. Le Dr Christidis révèle que les placements en Allemagne donnent lieu à des abus institutionnels qui exploitent les enfants de multiples façons.

Pour lutter contre cela, elle a fondé en 2024 l'association AXION Resist. Celle-ci est composée d'experts dans les domaines de la médecine, de la psychologie, de la pédagogie, du droit, de la criminologie, de la biologie et de l'informatique, et elle s'engage pour la protection des enfants et de leur santé, ainsi que pour la liberté et l'État de droit. Cette association permet de regrouper efficacement les compétences des différents domaines spécialisés.

Le Dr Andrea Christidis siège également avec son mari au conseil d'administration de MWGFD (= Médecins et scientifiques pour la santé, la liberté et la démocratie, association enregistrée), une association qui s'est donné pour objectif de servir le bien-être sanitaire et social de la population.

Loïs : Bonjour Andrea ! Ravie de te voir ici ! Nous aimerions que tu nous donnes quelques informations sur le trafic d'enfants et les placements en famille d'accueil. Tu es une experte

absolue dans ce domaine. Nous aimerions que tu nous racontes tes expériences. Tes conférences sont passionnantes, on pourrait t'écouter pendant des heures. Tu as beaucoup à dire. Aujourd'hui, tu n'as que 20 minutes, bonne chance pour résumer tout cela !

Andrea : Merci de m'accueillir ici. J'ai remarqué que je connaissais déjà certains des intervenants et que j'avais déjà organisé des symposiums ou réalisé des interviews avec eux. Cela m'a tout de même beaucoup ému. Je vais simplement commencer par parler de la manière dont l'État peut également atteindre ces nombreux enfants. Et je vais aborder plusieurs points.

Point un – pour commencer : le double visage de la protection de l'enfance. L'Allemagne est considérée comme un État de droit, un refuge pour les enfants. Mais la réalité est tout autre. Fin 2023, environ 215 000 enfants étaient placés hors de leur foyer, dans des maisons d'enfants, des familles d'accueil ou des institutions d'aide à la jeunesse. En 2024, environ 190 enfants ont été séparés de leurs parents chaque jour. Chaque année, environ 148 600 procédures sont engagées pour des questions de garde et de droit de visite – jusqu'à 86 000 enfants sont impliqués et pris au piège dans des procédures hautement conflictuelles. Dans le même temps, les coûts par cas augmentent : en 2016, ils s'élevaient déjà à plus de 12 000 euros – aujourd'hui, ils sont nettement plus élevés. Les dépenses annuelles totales pour les placements hors du foyer familial s'élèvent à 8 milliards d'euros. La protection de l'enfance est depuis longtemps devenue une activité qui brasse des milliards. Mais derrière cette façade se cachent la violence institutionnelle, les intérêts économiques et les défaillances structurelles.

Deuxième point : le Dr Reiner Fuellmich a mené une campagne d'information à l'échelle mondiale. Cet avocat de renommée internationale, Reiner Fuellmich, s'est fait connaître d'un public de plusieurs millions de personnes grâce à la commission Covid). Sa mission : informer sur les dysfonctionnements politiques et sociaux. Il a également rendu compte du trafic d'enfants, des abus sexuels institutionnels et de la corruption au sein des autorités. Mais lorsque Fuellmich veut enquêter sur les inondations catastrophiques dans la vallée de l'Ahr au sein de la commission Covid – où il aurait été question de crânes de bébés emportés par les eaux, ce que de nombreux habitants auraient rapporté, ce qui est bien sûr une indication d'abus rituels... une lutte de pouvoir commence, qui dépasse largement les frontières de l'Allemagne. Ce point a également conduit (et cela a déjà été évoqué à plusieurs reprises aujourd'hui) d'autres personnes qui ont fait cette affirmation à vouloir enquêter ; non seulement le Dr Reiner Fuellmich, mais aussi, par exemple, Max Eder, qui est actuellement en détention préventive et n'a toujours pas été inculpé, qui a fondé à l'époque le GSG 9 [unité spéciale de la police fédérale allemande], et qui était très actif dans ce domaine, et d'autres, en relation avec le groupe dit Prinz-Reuß ; je crois qu'il s'agissait de 26 personnes – sont toujours en détention préventive aujourd'hui. Deux d'entre elles sont décédées entre-temps.

Le 5 septembre 2022, une plainte pénale sans fondement est déposée contre le Dr Fuellmich. Elle échoue, mais le tribunal ouvre alors ses propres poursuites. Un schéma que connaissent bien de nombreux enquêteurs : ceux qui posent des questions dérangeantes deviennent eux-mêmes des suspects.

Plus tard, le Dr Reiner Fuellmich fonde ICIC.law (<https://icic.law/>), un portail international d'information. Ses interviews, notamment celles de Calin Georgescu le 22 décembre 2022 et

de Cathy O'Brien le 20 août 2023, ont touché un public mondial. Comme l'a déjà expliqué Marcel Polte aujourd'hui, Cathy O'Brien a été victime d'abus rituels.

J'en arrive maintenant au point trois : un cas d'abus à Berlin – Quand le système échoue. Au centre de l'affaire se trouve un garçon de quatre ans qui raconte à sa mère avoir été victime d'abus oraux et anaux de la part de son père. Une pédiatre et des médecins de la Charité confirment les soupçons sérieux d'abus sexuels continus. Il existe des photos et des rapports qui en attestent. J'en ai déjà parlé en décembre dernier lors d'un symposium en Bavière. Vous pouvez toujours le retrouver sur YouTube sous « AxionResist ».

(<https://www.youtubecom/watch?v=1PukoPpyPXk>) Mais l'avocate berlinoise Ellen Engel, qui a déjà été mentionnée aujourd'hui, n'a pas transmis au tribunal les résultats essentiels de l'enquête, selon la mère. Le LKA [Landeskriminalamt, office régional de police criminelle] a alors clos l'enquête. La raison invoquée : « Tout cela doit être le fruit de l'imagination de l'enfant ou résulter de l'influence de la mère. » Les enregistrements audios des interrogatoires montrent qu'il n'y avait aucune trace d'influence de la part de la mère. Je dispose de ces enregistrements audios. La procédure est close. La mère n'a plus accès à son enfant depuis de nombreuses années. Le garçon a aujourd'hui 14 ans. Des témoins m'ont rapporté – je ne peux ni vérifier ni enquêter à ce sujet – que le garçon se prostituerait désormais dans les rues de Berlin.

Quatrièmement : escalade et privilège accordé à l'auteur des faits. Le garçon développe des troubles du comportement très graves : comportement sexualisé, incontinence et tendances suicidaires.

Cinquièmement : imbroglio et protection systémique des auteurs. La mère apprend que le « National Center for Missing and Exploited Children », NCMEC [Centre américain pour les enfants disparus et maltraités] – déjà mentionné par Uwe Kranz – a enregistré une plainte pour pédopornographie dans cette affaire. La plainte a été enregistrée par le LKA (Landeskriminalamt, office régional de police criminelle), mais aucune enquête n'a été ouverte. Carsten Stahl, qui se présente publiquement comme un défenseur des enfants, connaît personnellement le suspect – le père – depuis son adolescence, selon la mère. Il lui rendait également visite dans l'appartement qu'ils partageaient, à l'époque où la mère vivait encore avec le père. Mais Carsten Stahl poursuit la mère en justice parce qu'elle a dit qu'il connaissait ce père. La mère gagne le procès et le juge demande : « Quel est le but recherché par Stahl ? Pourquoi la mère n'aurait-elle pas le droit de dire qu'il connaît le père ?

Sixièmement : l'affaire Dr Dorothea Thul – L'intimidation d'une médecin. La pédiatre Dr Dorothea Thul rédige, à la demande de la mère, un rapport médical qui confirme les abus sexuels chroniques subis par le garçon. Peu après, elle est agressée devant son appartement. Elle est menacée, internée en psychiatrie et placée en détention provisoire – lorsqu'il s'avère impossible de la faire interner – pour « insulte » présumée.

Septièmement : contexte social – Quand la protection de l'enfance devient une industrie. Derrière ces destins individuels se cache un système aux motivations inappropriées. L'aide publique à l'enfance et à la jeunesse engloutit chaque année des milliards. Chaque enfant placé coûte en moyenne plus de 12 000 euros par mois. Certaines institutions reçoivent dix fois plus. Aujourd'hui, les responsables politiques – j'ai moi-même été élue locale, c'est pourquoi je peux le dire – considèrent la pauvreté comme une menace pour le bien-être des enfants. Si la pauvreté est censée constituer une menace pour le bien-être des enfants, on

peut naturellement se demander pourquoi les parents ne peuvent pas garder leur enfant. Pourquoi les foyers pour enfants ou les parents d'accueil reçoivent-ils cet argent ? À cela s'ajoutent une pauvreté infantile croissante – qui, selon le Bundestag, a « des conséquences considérables sur l'ensemble du parcours scolaire » –, la surcharge des tribunaux familiaux, l'absence de conservation des preuves en cas d'abus sexuels et une protection institutionnelle des auteurs qui criminalise les mères lorsqu'elles soupçonnent ou signalent des abus. Je peux l'affirmer, car j'ai examiné il y a des années plus d'un millier de dossiers de droit familial et j'ai étudié et critiqué autant d'expertises. Je dois préciser qu'il est très difficile de prouver les abus sexuels en l'absence de matériel génétique ou de blessures graves. Lorsque les enfants font de telles allégations, on soupçonne très souvent la mère d'avoir manipulé l'enfant.

On dit alors que la mère met en danger le bien-être de l'enfant et celui-ci est confié à l'auteur présumé des faits – et ce, dans pratiquement tous les cas, je peux le confirmer. À cela s'ajoute la protection institutionnelle des agresseurs, qui criminalise les mères – très souvent, celles-ci font alors l'objet de poursuites pénales ou sont psychiatrissées. Elles reçoivent parfois des diagnostics qui ne correspondent en rien à la réalité. En d'autres termes, celles qui dénoncent les abus risquent de perdre leur propre enfant. La protection des auteurs d'abus devient ainsi une raison d'État.

Huitièmement : parallèles historiques – le côté obscur de l'éducation en foyer. Ces cas ne sont pas isolés. Des expériences de Kentler à Haasenburg, en passant par les villages d'enfants SOS ou la petite Lena de Wunsiedel : les institutions supervisées par l'État ou l'Église ont été le théâtre à maintes reprises de violences sexuelles, de tortures ou de morts. Ces faits sont documentés publiquement. Vous pouvez également les consulter sur notre page d'accueil sous « AxionResist » [<https://axionresist.com/>]. Nous avons déjà organisé de nombreux symposiums à ce sujet et cité de nombreux cas et sources. Beaucoup de victimes n'ont jamais été entendues. Et ceux qui dénoncent les abus – j'en sais quelque chose – deviennent souvent eux-mêmes des cibles.

Et neuvièmement, pour conclure : le prix de la vérité. Le Dr Reiner Fuellmich symbolise ceux qui disent des vérités dérangeantes. Il voulait dénoncer la corruption, les abus et les abus de pouvoir. Pour cela, il a été criminalisé. Le Dr Dorothea Thul a diagnostiqué ce que personne ne voulait entendre et a perdu sa liberté. C'est également le cas de Max Eder et d'autres membres du groupe Prinz-Reuß, et certainement de beaucoup d'autres encore. C'est pourquoi j'aimerais ajouter que nous allons publier sur notre page d'accueil « AxionResist » les comptes bancaires destinés aux dons pour les personnes concernées qui sont en détention préventive et ont un besoin urgent d'aide financière pour leur défense juridique. Nous publierons donc ces informations sur notre page d'accueil. Des mères qui voulaient protéger leurs enfants ont été privées de leurs droits. Et des enfants qui avaient besoin d'aide ont été livrés au système qui devait les briser. Je rappelle la phrase prononcée en 2002 par l'homme politique et ancien chancelier fédéral Olaf Scholz : « Nous avons déjà conquis la souveraineté au-dessus des lits d'enfants. »

« Cela signifie que l'État s'est approprié les enfants. Ils sont endoctrinés – dès la maternelle et à l'école – avec une éducation sexuelle inappropriée. Nous avons eu ce « Original Play », où les parents ne savaient pas que des hommes étrangers entraient dans les maternelles et harcelaient sexuellement les enfants. Il y a même eu des abus, etc. Donc, ce genre de choses arrive et les parents n'ont aucune chance. S'ils se plaignent, ils doivent s'attendre à ce qu'on leur retire leurs enfants.

Et le message central de tout cela est le suivant : la protection des enfants ne doit pas servir

de prétexte à la dissimulation. Ceux qui dénoncent les abus protègent les enfants, pas les systèmes. Et le placement des enfants est pratiquement un permis pour faire de l'argent. Je tiens à le dire ici. Et l'éducation commence là où le silence est imposé. Merci. Merci.

Loïs : Cela a été réalisé de manière brillante, en si peu de temps, de manière si compacte ! Je tiens vraiment à te remercier très sincèrement de t'engager autant pour les enfants et de faire preuve d'un tel courage. Cette femme admirable est constamment confrontée à des procédures judiciaires. Quand nous nous sommes téléphoné, elle devait encore se rendre au tribunal pour une procédure, « Attends, je dois encore... » Et elle a préparé tout cela pendant la nuit, parce qu'elle était encore au tribunal et là-bas... Tout simplement : tu es une héroïne ! Oui ! Et merci beaucoup d'avoir également relié ces points entre eux. Je te souhaite beaucoup de succès et te remercie sincèrement pour cette contribution.

Andrea : Je te remercie. Merci beaucoup.

de ac.

Sources :

Creative Commons Lizenzen

<https://www.creativecommons.org/licenses/>

Cela pourrait aussi vous intéresser :

#Satanisme - www.kla.tv/Satanisme

#RituelsSataniques - Rituels sataniques et abus d'enfants -

www.kla.tv/RituelsSataniques

#Ideologie-fr - Idéologie - www.kla.tv/Ideologie-fr

#AZK22-fr - 22ème AZK - www.kla.tv/AZK22-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ des choses peu entendues, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous !

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter : www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité :

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la presse du système, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet !

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence : [Licence Kla.TV standard](http://www.kla.tv/licence)

Kla.TV produit toutes ses émissions bénévolement et sans but lucratif. La diffusion de nos produits par votre intermédiaire est notre seul salaire !
Pour en savoir plus : www.kla.tv/licence